

# ATLAS

des activités des Programmes  
DDRK et DDRG au Mali

1999 - 2025

Oueds intermittents

Adjelhoc

Tilemsi

Telabit  
Adrar Tachdaït

Essouk

Adrar Ilegâne  
853 m

Kidal



LUXEMBOURG  
AID & DEVELOPMENT



PROMAN

## Table des matières

<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>4</b>
<b>DE 1999 À 2015</b> .....	<b>5</b>
<b>LE CONTEXTE HISTORIQUE</b> .....	<b>5</b>
<b>DE 2015 À 2025</b> .....	<b>8</b>
<b>LE CONTEXTE HISTORIQUE</b> .....	<b>9</b>
<b>RÉALISATIONS HYDRO – AGRO - PASTORALES DU DDRK</b> .....	<b>22</b>
Les premières réalisations sont faites entre 2002 et 2005 le long des principaux axes.....	23
<b>LES AUTRES RÉALISATIONS DU DDRK</b> .....	<b>24</b>
SUR L'ÉDUCATION .....	24
SUR L'ÉLEVAGE .....	28
SUR L'AGRICULTURE.....	30
Des effets plus qu'agro-alimentaires .....	31
<b>RÉALISATIONS DU DDRG</b> .....	<b>32</b>
LA STRATÉGIE GÉNÉRALE .....	33
SUR L'ÉLEVAGE .....	34
LA PÊCHE .....	36
LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET L'INSERTION .....	38
AU SERVICE D'UN DÉVELOPPEMENT RURAL DURABLE .....	38
<b>UN MOT ENCORE, QUI N'EST PAS CELUI DE LA FIN</b> .....	<b>41</b>

Le présent document s'inscrit dans un exercice global de capitalisation des programmes DDRK et DDRG, couvrant plus de dix années d'interventions dans les régions de Gao et Kidal. Cet exercice vise à documenter, analyser et valoriser les résultats, les impacts et les enseignements tirés de l'action conduite, en particulier en contextes de fragilité et d'instabilité.

Il fait partie d'un ensemble cohérent de livrables complémentaires, conçus pour offrir différents niveaux de lecture et d'analyse, et comprenant

- Une synthèse stratégique, présentant les principaux résultats, impacts et enseignements  
Un atlas, offrant une lecture chronologique, territoriale et visuelle des interventions et des réalisations
- Le Livret 1 – Partenariats en zones fragiles : [au-delà des contrats, cultiver la confiance](#)
- Le Livret 2 – Intervenir en milieu sensible : [s'adapter à l'incertitude](#)
- Le Livret 3 – Former pour pérenniser : [la formation professionnelle au service d'un développement rural durable](#)
- Le rapport général de capitalisation, document de référence détaillant l'ensemble des analyses et des résultats ;
- Une cartographie interactive, accessible en ligne, permettant d'explorer les interventions, les territoires et les données clés.

L'ensemble de ces livrables est accessible sur le site internet des programmes DDRK-DDRG, à l'adresse suivante : [www.proman-mali.org](http://www.proman-mali.org)



## ACRONYMES

ADR	Agences de Développement Régional
AFD	Agence Française de Développement
AGR	Activité Génératrice de Revenus
AMM	Association des Municipalités du Mali
ANICT	Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales
AOPP	Association des Organisations Professionnelles Paysannes
APO	Accord de Partenariat Opérationnel
AR	Assemblée Régionale
ASACO	Association de santé communautaire
AT	Assistance Technique
ATP	Assistance Technique Perlée
CADD	Cellule d'Appui à la Décentralisation et la Déconcentration
CC	Conseil Communal
CCOCSAD	Comité Communal d'Orientation de Coordination et Suivi des Actions de Développement
CED	Centre d'Education pour le Développement
CNOP	Coordination Nationale des Organisations Paysannes
CMA	Confédération des Mouvements de l'Azawad
CR	Conseil Régional
CRA	Chambre Régionale d'Agriculture
CRM	Chambre Régionale des Métiers
CSCOM	Centre de Santé Communautaire
CT	Collectivité Territoriale
DDRG	Programme de « Développement Durable dans la Région de Gao »
DDRK	Programme de « Développement Durable dans la Région de Kidal »
DDM	Programme de « Développement Durable dans la Région de Ménaka »
DTF	Document Technique et Financier
EMP	Équipes Mobiles Polyvalentes
ETFP	Enseignement Technique et Formation Professionnelle
ETP	Enseignement Technique et professionnel
FAT	Formation par Apprentissage Tutoré
FIP	Formation Initiale Professionnalisante
GEFRAD	Groupe d'Etudes, de Formation et de Recherche Action pour le Développement Durable
GIE	Grouperments d'Intérêt Économique
GMP	Groupe Moto Pompe
GR	Gouverneur de Région
IFP	Institut de Formation Professionnelle
IMF	Institution de Micro Finance
KFW	Kreditanstalt für Wiederaufbau, banque allemande pour la reconstruction
MINUSMA	Mission des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali
OCB	Organisation Communautaire de Base
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OPA	Organisation Professionnelle Agricole
PACT	Projet d'Appui aux Collectivités Territoriales
PADDECK	Projet d'appui à la décentralisation de Kidal
PTA	Plan de Travail Annuel
PI	Périmètre Irrigué
PIV	Périmètre Irrigué Villageois
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PTA	Plan détaillé de Travail Annuel
PTF	Partenaire Technique et Financier
SDNM	Programme Sécurité et Développement au Nord Mali
ZCO	Zone de Concentration des populations

## INTRODUCTION

Cet Atlas se propose de rendre compte de 25 ans d'intervention de la coopération Luxembourgeoise, à travers la société PROMAN, dans une zone particulièrement sensible : le nord Mali et plus particulièrement la région de Kidal et celle de Gao. Inscrits dans le cadre de la coopération bilatérale entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Mali, ces investissements visaient à appuyer le Gouvernement du Mali dans ses efforts pour réduire la pauvreté à travers un soutien à la croissance inclusive et durable, la réduction de l'insécurité alimentaire ainsi que le retour de la paix et de la stabilité au nord du Mali.

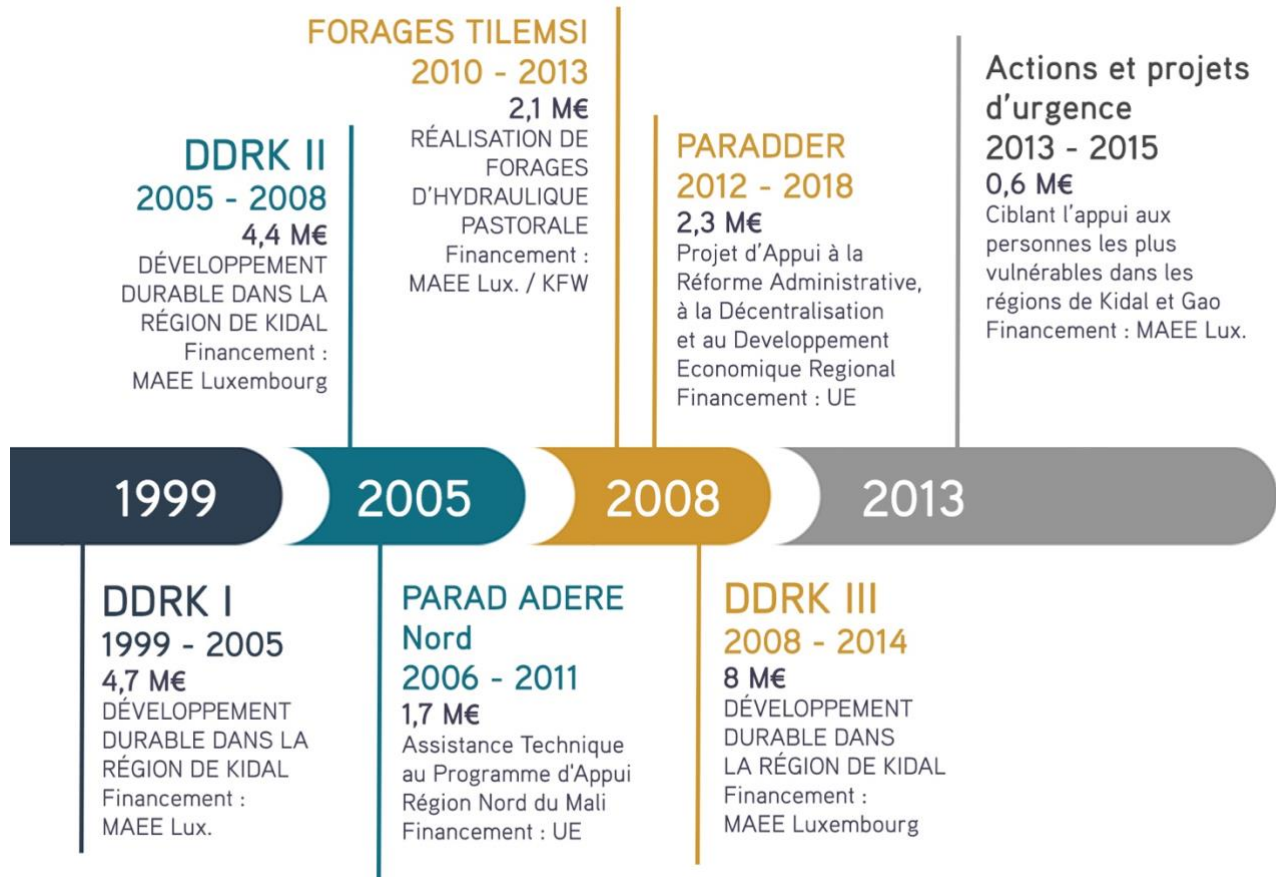
Chacune de ces régions a bénéficié d'un programme de « Développement Durable Régional » : le DDRK pour Kidal de 1999 à 2025 auquel s'est ajouté le DDRG pour Gao depuis 2015. Durant cette période d'autres investissements ont été réalisés dans ces régions, en co-financement avec d'autres bailleurs, l'Union Européenne pour des appuis à la réforme administrative et la décentralisation (projet PARADDER) ou l'Agence Française de Développement pour des appuis s'étendant à la région de Ménaka (projet SDNM et 3F).



## DE 1999 À 2015

### LE CONTEXTE HISTORIQUE

La fresque des programmes fait ressortir l'importance des interventions menées par PROMAN au Mali dans le cadre de différents financements bien avant 2015.



Si la capitalisation porte en effet essentiellement sur les programmes DDRK IV et DDRG de 2015 à aujourd'hui, il est vite apparu nécessaire de rendre compte d'une grande partie de ce qui a été fait avant, en termes d'infrastructures en particulier mais aussi d'appui à une gouvernance pacifiée, pour expliquer pourquoi PROMAN a pu se maintenir dans la région de Kidal, alors que la majorité des autres intervenants en étaient partis, et du coup, s'étendre sur Gao à compter de 2015.

*Le Barrage de Tadjalalt*



*Kidal vu du ciel*



La priorité à l'origine des interventions de PROMAN dans la région de Kidal va être de répondre aux demandes les plus urgentes entre 1999 et 2015 : l'accès à l'eau !

Ceci dans un contexte d'extrême rareté compte tenu d'une pluviométrie très faible (<100mm/an) et d'une grande difficulté d'accès : profondeur moyenne des forages : 120m ; eaux de surface et nappes phréatiques disponibles 1 à 2 mois maximum.

Dans ce contexte, PROMAN va donc répondre à des urgences mais, comme on va le voir, tout en améliorant les conditions d'un développement à long terme aux plans hydro-agricole et pastoral, de la santé humaine et animale, de l'éducation et de la formation et de deux dimensions favorisant la cohésion :

- la **gouvernance** avec une travail de responsabilisation ascendante de tous les niveaux de pouvoir depuis les communautés jusqu'à l'Assemblée Régionale
- la **culture**, à travers une maison de la culture "la Maison du Luxembourg"

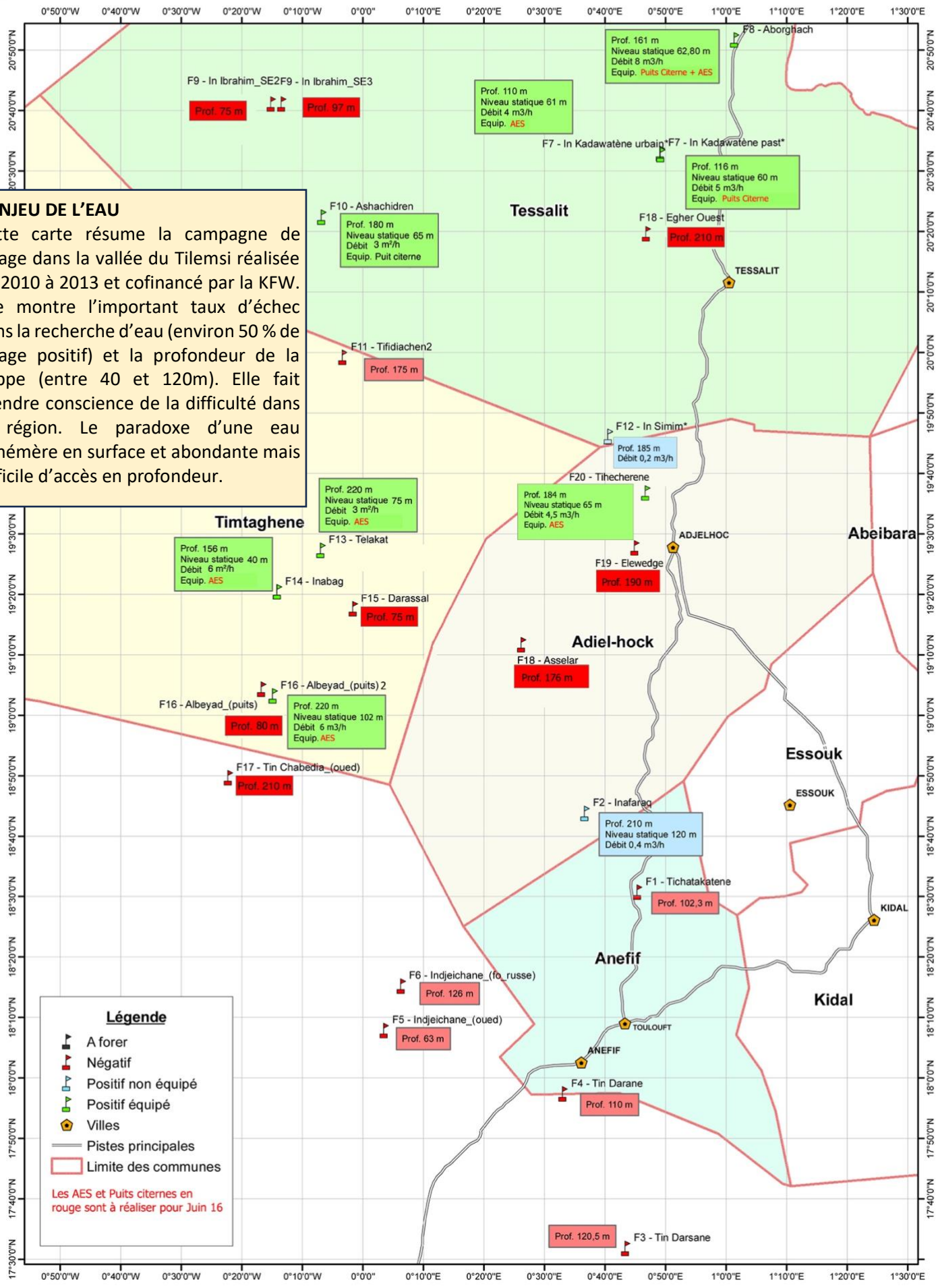
La **Maison du Luxembourg**, dédiée à la jeunesse, a été valorisée par les DDRK II et III à travers des actions culturelles, de formation professionnelle et d'accès à l'information, renforçant l'appropriation des programmes auprès des jeunes.

*La culture touareg à l'honneur à la Maison du Luxembourg*





**L'ENJEU DE L'EAU**  
 Cette carte résume la campagne de forage dans la vallée du Tilemsi réalisée de 2010 à 2013 et cofinancé par la KFW. Elle montre l'important taux d'échec dans la recherche d'eau (environ 50 % de forage positif) et la profondeur de la nappe (entre 40 et 120m). Elle fait prendre conscience de la difficulté dans la région. Le paradoxe d'une eau éphémère en surface et abondante mais difficile d'accès en profondeur.



**Légende**

- A forer
- Négatif
- Positif non équipé
- Positif équipé
- Villes
- Pistes principales
- Limite des communes

Les AES et Puits citernes en rouge sont à réaliser pour Juin 16

## DE 2015 À 2025

### DDRG

2015 - 2025

14,3 M€

DÉVELOPPEMENT  
DURABLE DANS LA  
RÉGION DE GAO

Financement :  
MAEE Luxembourg

### DDM

2019 - 2020

1,5 M€

DÉVELOPPEMENT  
DURABLE DANS LA  
RÉGION DE MÉNAKA

Financement : AFD

### DDM II

2020 - 2022

8 M€

DÉVELOPPEMENT  
DURABLE DANS LA  
RÉGION DE MÉNAKA

Financement : AFD

## 2015

### DDRK IV

2015 - 2025

19,7 M€

DÉVELOPPEMENT  
DURABLE DANS LA  
RÉGION DE KIDAL

Financement :  
MAEE Luxembourg

### SDNM II

2018 - 2021

1,6 M€

SÉCURITÉ ET  
DÉVELOPPEMENT  
AU NORD MALI

Financement :  
AFD / UE FFU  
Régions de KIDAL,  
GAO, MÉNAKA

### 3F

2019 - 2022

1,6 M€

PROJET TROIS  
FRONTIÈRES

Financement :  
AFD, EF, DCSD  
Région de GAO

### SDNM III

2021 - 2023

2,8 M€

SÉCURITÉ ET  
DÉVELOPPEMENT  
AU NORD MALI

Financement : AFD / MINKA  
Régions de KIDAL,  
GAO, MÉNAKA

Comme on le voit sur cette fresque des programmes, divers financements sont venus élargir le DDRK et le DDRG en raison des situations critiques vécues par les populations. Il s'agit notamment des projets SDNM II et III, DDM I et II et 3F qui se focalisent aussi sur le Développement mais aussi la Sécurité tout en ouvrant à une troisième région du Nord, celle du Ménaka.

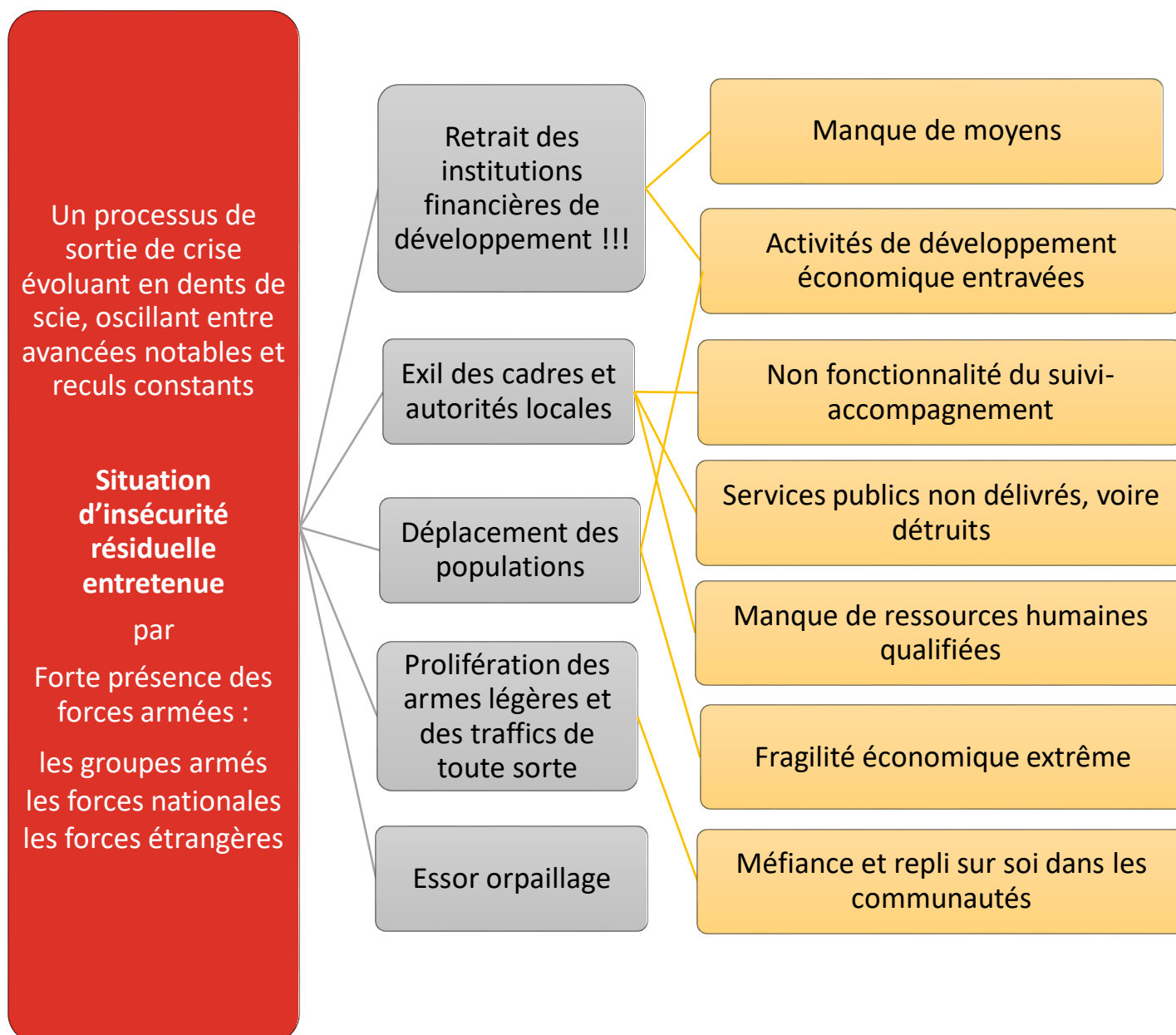
On voit bien là l'importance d'un programme structurant – le DDRK – qui, en permettant de disposer d'une ossature ancienne et bien rodée en termes de compétences programmatiques, ouvre le jeu des possibles en élargissant les interventions autant géographiquement que thématiquement.

Campagne rizicole, Région de Gao



## LE CONTEXTE HISTORIQUE

Il faut rappeler, avant de commencer à présenter tout ce qui s'est fait, combien le contexte de ces 10 dernières années, a été marqué par un contexte de grande insécurité. Et combien ce n'est pas tant l'intensité des tensions et de l'insécurité qu'à partir d'un certain moment, les incertitudes sur leur apparition. Comme le montre le schéma ci-dessous l'enlisement a créé une situation d'insécurité résiduelle qui a provoqué ou maintenu une série de conséquences en cascade.



## CHRONOLOGIE DES PROGRAMMES ET DU CONTEXTE

### 2015 - 2016 - Entre espoir post-Accord et mise en place prudente

L'année 2015 ouvre une décennie marquée par un contraste fort entre l'espoir généré par la signature de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation et les réalités sécuritaires persistantes dans les régions de Gao et de Kidal. L'accord d'Alger (mai-juin 2015) crée un cadre politique de référence pour les deux programmes, avec l'ambition de restaurer la paix, relancer l'économie et ramener l'administration au Nord. Dans les deux régions, cet espoir constitue un facteur structurant pour le lancement du DDRG et du DDRK, chacun fondé sur des hypothèses d'amélioration progressive de la sécurité, de redéploiement administratif et de disponibilité des acteurs institutionnels. Toutefois, la traduction opérationnelle demeure fragile.

À Gao, la normalisation administrative est amorcée : les services déconcentrés reviennent en ville, et des perspectives de relance se dessinent malgré une présence résiduelle de groupes armés dans les zones rurales. Le DDRG se structure rapidement avec l'installation de l'UGP dès octobre 2015, la définition des ZCO et les premiers PTA, dans un environnement où l'État montre une volonté manifeste de reprendre pied dans la région, malgré les risques persistants sur les axes routiers et les tensions ponctuelles dans le cercle d'Ansongo . Cette dynamique encourageante permet aux premières activités structurantes d'être envisagées : diagnostics ruraux, engagements pour les formations professionnelles et identification des périmètres hydro-agricoles.

Installation UGP  
Gao et Bamako

DDRK IV - DDRG  
1<sup>er</sup> Octobre 2015

2015

Insécurité croissante axes Gao Ansongo

Déplacements population Ménaka

Accord de paix d'Alger Juin 2015

MINUSMA dans Kidal ville  
Novembre



À Kidal, la situation est sensiblement différente. Si l'accord crée également un cadre d'intervention, la présence limitée de l'État, les rivalités entre groupes armés et la fragilité institutionnelle rendent la reprise plus complexe. L'administration n'est pas véritablement opérationnelle, les autorités intérimaires ne sont pas mises en place et les déplacements demeurent fortement contraints. Le programme DDRK opère alors à distance, en développant des approches prudentes centrées sur les appuis communautaires, l'accès aux services de base et le renforcement des capacités locales. Les premières missions d'évaluation de sécurité menées avec la MINUSMA en 2015–2016 illustrent la nécessité d'adapter très tôt les modalités d'exécution, les mouvements étant entravés par les mines et les tensions intercommunautaires.

Malgré ces différences, les deux programmes partagent une même logique initiale : construire les fondations institutionnelles nécessaires à une action durable. Le DDRG s'appuie sur la présence accrue des services techniques, tandis que le DDRK mise sur la structuration locale en l'absence d'un État pleinement opérationnel. Les premières activités internes — diagnostics, formations pilotes, travaux hydro-agricoles préliminaires à Gao, sensibilisations communautaires et dispositifs de coordination à Kidal — sont mises en œuvre comme une réponse directe aux opportunités et contraintes nées de l'après-Accord.



Démarrage chantiers hydro-agricoles

Premières  
réhabilitations  
communautaires

Premier comité de pilotage

Validation premier PTA

2016

Mise en place MOC Gao

Pic attaques et engins explosifs

Retard installation autorités intérimaires

## 2017 - 2018 — Volontarisme opérationnel dans un environnement de tensions croissantes

Les années 2017–2018 représentent une phase de volontarisme opérationnel marqué, alors que le contexte sécuritaire et politique se tend progressivement dans les deux régions. Cette période voit simultanément l'expansion des activités programmatiques et l'intensification des défis externes. À Gao, l'insécurité augmente dans les zones périphériques, notamment à Ansongo et Bourem, sous l'effet de rivalités entre groupes armés. Cependant, la stabilité relative de la ville de Gao permet au DDRG de maintenir une cadence d'exécution élevée : réhabilitation des périmètres rizicoles, installation de parcs de vaccination, déploiement massif des dispositifs de formation professionnelle qualifiante, appuis structurants aux filières maraîchères, rizicoles et de pêche. Les révisions B et C du DTF interviennent comme des réponses internes majeures : elles recentrent les priorités, affinent les résultats attendus et introduisent une diversification des mécanismes d'insertion. Ces ajustements témoignent de la capacité du programme à réagir aux contraintes émergentes tout en renforçant la cohérence stratégique des interventions.



DDRK  
Appui aux autorités intérimaires  
Renforcement organisations locales

DDRG  
Réhabilitation périmètres rizicoles  
Déploiement parcs vaccination

2017

Dégradation processus de paix

Tensions intercommunautaires Gao–Kidal

Multiplication incidents sécuritaires Nord

À Kidal, la période est dominée par les tensions intercommunautaires, la volatilité des rapports entre CMA et Plateforme et la multiplication des incidents sécuritaires sur les axes Kidal–Anefif–Gao. Malgré cela, le DDRK parvient à consolider ses premiers acquis en renforçant les organisations de la société civile, en appuyant les autorités intérimaires et en lançant les premières actions d’insertion économique. La révision B du DTF en 2018 marque un tournant en intégrant des ajustements visant à mieux articuler gouvernance locale, dynamique communautaire et développement économique . Les interventions se concentrent davantage sur les zones les moins exposées, notamment Kidal centre et Tessalit, tandis que les activités nécessitant des déplacements ruraux sont modulées.

Les deux programmes sont également influencés par les dynamiques nationales : le climat électoral de 2018, les débats sur la mise en œuvre de l’Accord, et la montée des besoins humanitaires. Ces facteurs créent un environnement opérationnel instable, mais aussi un cadre d’intervention renforcé pour les programmes, leurs activités devenant des leviers visibles de stabilisation socioéconomique.

Le volontarisme opérationnel de cette période, visible tant dans les réalisations physiques que dans les ajustements stratégiques, reflète une volonté commune de maintenir l’élan programmatique malgré les tensions croissantes.



Déploiement massif FPI / FIP

DDRK / DDRG  
Révision B du DTF

2018

Hausse incidents armés au Nord

Retrait partiel acteurs humanitaires

Élections présidentielles polarisantes

Besoins humanitaires élevés OCHA

Détérioration sécuritaire Anefif

## 2019 - 2020 — Recentrage stratégique et résilience programmatique

Cette période marque un tournant pour les deux programmes. L'environnement sécuritaire se dégrade fortement, un coup d'État survient en août 2020, les tensions intercommunautaires s'accroissent, et la pandémie de COVID-19 vient compromettre la mobilité et perturber les chaînes économiques. Dans ce contexte instable, les deux programmes effectuent un recalibrage stratégique majeur.

Pour le DDRG, la revue à mi-parcours de 2019 et la révision C du DTF constituent des moments pivots. L'évaluation identifie des acquis importants mais souligne la nécessité d'accroître la coordination, de renforcer l'articulation entre formation, filières rurales et insertion, et de consolider les dispositifs pour assurer la durabilité des investissements. En réponse, le programme réoriente plusieurs actions : intensification des partenariats techniques, renforcement du suivi-évaluation, approfondissement du travail avec les organisations professionnelles et adaptation opérationnelle via des relais locaux afin de limiter les risques liés aux déplacements .



DDRG  
Recalibrage AGR/TPE

Revue PIC III nationale

DDRK / DDRG  
Adoption révision C DTF

2019

Extension insécurité Nord-Centre

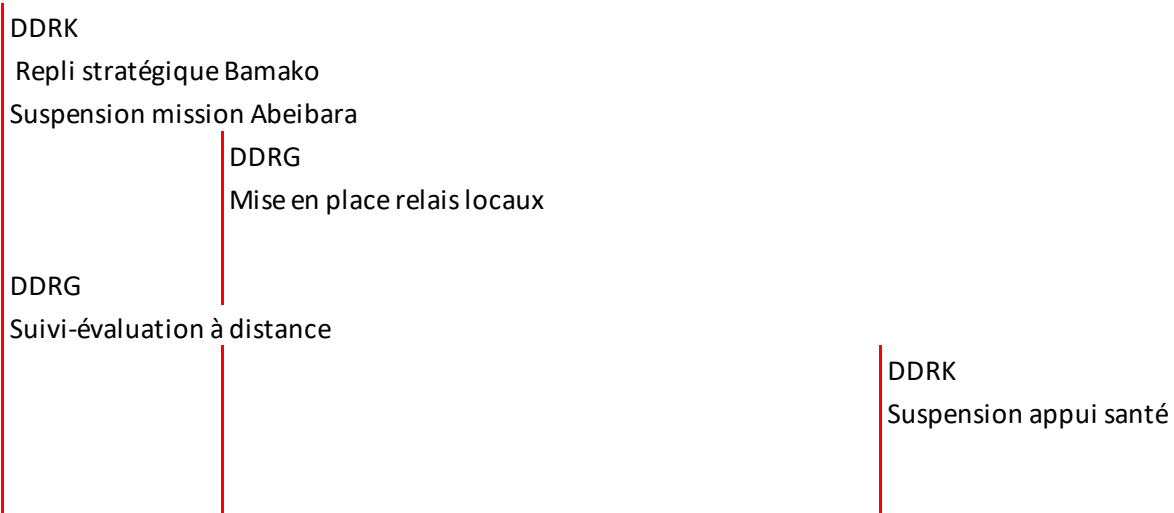
Accès humanitaire limité Kidal

À Kidal, le DDRK est confronté à une contraction sévère de l'espace humanitaire. Les rapports OCHA classent dès 2019 plusieurs zones comme « d'accès très limité ». L'instabilité politique de 2020 ralentit les validations administratives, et les tensions sécuritaires entravent le déploiement opérationnel. Le programme suspend temporairement son appui au secteur de la santé en raison de l'impossibilité de garantir la qualité des interventions et concentre ses efforts sur les composantes les plus résilientes : gouvernance locale, résilience économique urbaine et accompagnement communautaire. La révision C du DTF (2019) introduit un recentrage profond autour de la résilience locale et de l'approche territorialisée, mettant davantage l'accent sur les capacités communautaires et les dispositifs d'insertion économique.

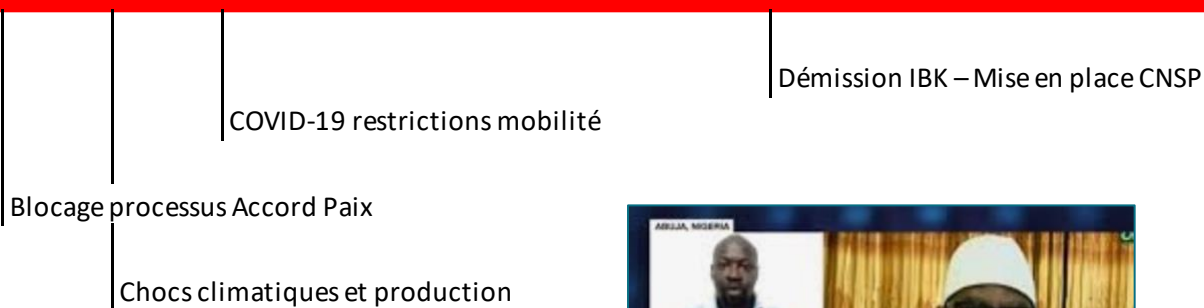
Malgré le coup d'État et la pandémie, les deux programmes démontrent une résilience remarquable, permise par :

- la flexibilité administrative des révisions programmatiques ;
- la mise en place de mécanismes de suivi à distance ;
- l'ancrage territorial des partenaires et des bénéficiaires ;
- le maintien de relations opérationnelles avec les autorités régionales.

Cette période illustre la capacité des programmes à absorber les chocs extérieurs et à préserver la continuité de service, tout en redéfinissant leurs priorités pour s'ajuster à un contexte en mutation rapide.



2020



## 2021 - 2022 — Adaptation continue et logique de transition

Les années 2021–2022 sont marquées par une succession d'événements politiques nationaux (deuxième coup d'État, tensions avec la CEDEAO), un retrait progressif de certains acteurs internationaux, et des recompositions institutionnelles qui influencent directement la mise en œuvre des programmes. Dans ce contexte, les deux projets adoptent une logique de transition visant à préserver les acquis et garantir la continuité opérationnelle.

Le DDRG applique la stratégie de transition 2021–2022, incarnée par la révision D du DTF. Celle-ci vise à consolider les acquis, renforcer les filières rurales, intensifier l'intégration des jeunes et des femmes et formaliser des mécanismes sécuritaires de validation systématique des missions. Les services de l'État, encore fragiles dans certaines zones, maintiennent néanmoins leur engagement, permettant au programme d'assurer une continuité dans la réalisation des aménagements, la formation et l'insertion. Les ajustements introduits répondent directement à l'évolution des contraintes : zones intermittentes d'accès, coûts logistiques accrus, report ou redéploiement de certaines activités vers des espaces plus sûrs, et bascule progressive vers un mode opératoire collaboratif renforcé avec les acteurs locaux.



DDRK / DDRG  
Révision DTF D stratégie transition

2021

Retrait Barkhane Tessalit

Deuxième coup d'État Mali

Assises nationales refondation

Pour le DDRK, la période constitue un moment charnière. La révision D du DTF formalise une stratégie de transition recentrée sur les capacités locales, la gouvernance inclusive et la résilience urbaine. Les activités se resserrent autour des zones accessibles, et les partenariats communautaires deviennent essentiels pour maintenir un minimum d'intervention dans un environnement où les acteurs humanitaires réduisent leur présence. Les tensions politiques nationales ralentissent les circuits administratifs, mais la dynamique de collaboration locale permet au programme de rester fonctionnel. La révision E du DTF (octobre 2022) étend le programme et lui alloue des ressources supplémentaires, faisant de la résilience et du transfert progressif des acquis les priorités opérationnelles .

Les deux régions sont touchées par un renforcement des contraintes sécuritaires, mais selon des intensités différentes : à Gao, la situation reste fluctuante mais relativement stabilisée dans le périmètre urbain ; à Kidal, la contraction de l'espace d'intervention est beaucoup plus prononcée. Cela conduit les deux programmes à recourir davantage à des modalités flexibles : accompagnement à distance, transfert des responsabilités aux organisations professionnelles, renforcement du rôle des collectivités, et mise en place de mécanismes d'appui ciblés.

Cette période représente une transition stratégique où les programmes, tout en poursuivant leurs objectifs, s'adaptent structurellement à un environnement national et régional profondément transformé.

DDRG  
Études genre/environnement

DDRK  
Maintien offre formation-insertion  
Mise en œuvre résilience urbaine

DDRK / DDRG  
Révision E DTF

DDRG  
Réaffectation budget transition

2022

Sanctions CEDEAO impact Mali

Retrait effectif force Barkhane

Crise céréalière liée Ukraine

Insécurité persistante Nord Mali



## 2023 - 2025 — Recomposition sécuritaire et ultime consolidation

L'ultime période est dominée par une recomposition sécuritaire majeure : intensification des affrontements, retrait de la MINUSMA, réoccupation de certaines zones par les forces nationales, perturbation des corridors logistiques, contractions humanitaires, et incertitude accrue dans l'ensemble du Nord. Cette transformation brutale de l'environnement oblige les deux programmes à accélérer leur logique de consolidation et de transfert.

À Gao, la dégradation rapide de 2023 (restrictions d'accès, repli humanitaire, difficultés de mobilité, tensions sur l'axe Gao-Kidal) impose une adaptation immédiate. Le DDRG met en œuvre des PTA adaptés, renforce les relais locaux, priorise les activités essentielles et adopte un mode opératoire davantage centré sur la capitalisation, la sécurisation des ouvrages et l'autonomisation des OP et des services techniques. Les notes sécuritaires 2023–2024 permettent d'affiner les zones d'intervention et de préserver les conditions minimales pour achever les investissements structurants dans les filières, les périmètres et la formation professionnelle.



DDRK  
Reprise activités Santé

DDRK  
Note sécurité ajustement budget

DDRG  
Note sécurité restrictions accès

2023

Décision retrait MINUSMA

Fermeture base MINUSMA Tessalit

Réduction corridors humanitaires



À Kidal, la recomposition sécuritaire est encore plus profonde avec le retrait effectif de la MINUSMA, la chute de la ville fin 2023, la réinstallation progressive de l'État en 2024 et une forte pression humanitaire. Le DDRK, déjà habitué aux environnements d'accès restreint, ajuste de nouveau ses modalités : consolidation en milieu urbain, transfert accéléré des structures soutenues, concentration sur la capitalisation et réduction des activités nécessitant une présence physique. Les notes sécuritaires de 2023 et 2024 fixent les limites opérationnelles, marquant la dernière phase de mise en œuvre jusqu'en 2025, orientée vers la durabilité institutionnelle et communautaire des acquis.

Dans les deux régions, 2025 est consacré à la clôture technique et administrative, à la documentation des acquis, au transfert des infrastructures, à la structuration finale des OP, aux formations de dernière génération et à la transmission des données et outils aux acteurs locaux. La capitalisation devient l'axe central du travail programmatique, reflétant une maturité opérationnelle acquise malgré un contexte graduellement défavorable.

Ce cycle final témoigne de la capacité d'adaptation continue des programmes : dans un contexte marqué par un retrait international massif et une recomposition institutionnelle nationale, ils préservent les résultats essentiels, renforcent la résilience locale et assurent un passage de relais responsable aux autorités et partenaires régionaux.



Profil humanitaire critique Kidal



Reprise Kidal par FAMA  
Novembre






















## CARTOGRAPHIE

Les cartes présentées ci-après sont des captures d'écrans réalisées sur Google map.

Vous pourrez retrouver toutes ces cartes de manière interactive sur le site de PROMAN au Mali : [www.proman-mali.org](http://www.proman-mali.org) ou en scannant le QR codes ci-dessous



## LÉGENDE DES CARTES

THÈMES	Couleur préférentielle	Symboles
HYDRAULIQUE ET ASSAINISSEMENT	Bleu	 Puits, forages  Forages  Puits ouverts  Adduction  Puits pastoraux  Barrages
ÉLEVAGE	Jaune à orange	 Puits, Parcs à bétail  Parc à vaccination  Boutique aliment bétail
AGRICULTURE	Vert	 Banque de céréales  Périmètres cultivés (PIV, PPM)  Bourgoutière  Puits maraicher
SANTE	Rouge	 CSCOM ou cabinet  École des infirmiers
PÊCHE	Gris	 Magasin des pêcheurs  Débarcadère à poissons
ÉDUCATION	Gris à Noir	 Module 3 classes, Bibliothèque  Centre de formation
AUTRES		 Bureau de AIR  Maison du Luxembourg

## RÉALISATIONS HYDRO – AGRO - PASTORALES DU DDRK



« La stratégie ? répondre à des situations d'urgence tout en créant les conditions d'un développement à plus long terme de la région par le renforcement des axes économiques stratégiques »

Les premières réalisations sont faites entre 2002 et 2005 le long des principaux axes

Axe transsaharienne Anéfif - Tessalit :

- Un forage profond de **421 m** d'Inhalid
- Une réhabilitation de puits à Kanaye

Axe Anéfif - Tin Essako :

- 4 puits pastoraux
- 2 retenues d'eau
- 2 forages
- 1 puits pastoral plus éloigné (Abeibara ) à partir d'un forage équipé d'une pompe solaire et d'un réservoir

Puis de 2006 à 2015 19 aménagements (forages, puits domestiques, puis pastoraux) un peu plus éloigné des deux axes et renforçant les dispositifs.

Soit 33 aménagements sur cette période.

Aménagements considérables mais qui ne seraient pas grand-chose sans tout un appui-accompagnement à leur gestion, leur maintenance, et leur valorisation sociale ou économique.

En 25 ans le DDRK a réalisé ou réhabilité **55** aménagements hydro-agro-pastoraux :

33 aménagements entre 2000 et 2010

- 4 adductions d'eau
- 15 forages
- 3 puits
- 7 puits pastoraux
- 3 adductions d'eau
- 1 Digue de retenue d'eau

22 aménagements entre 2011 et 2025

- 1 adductions d'eau
- 18 forages
- 3 micro-barrages

Forage Inhalid

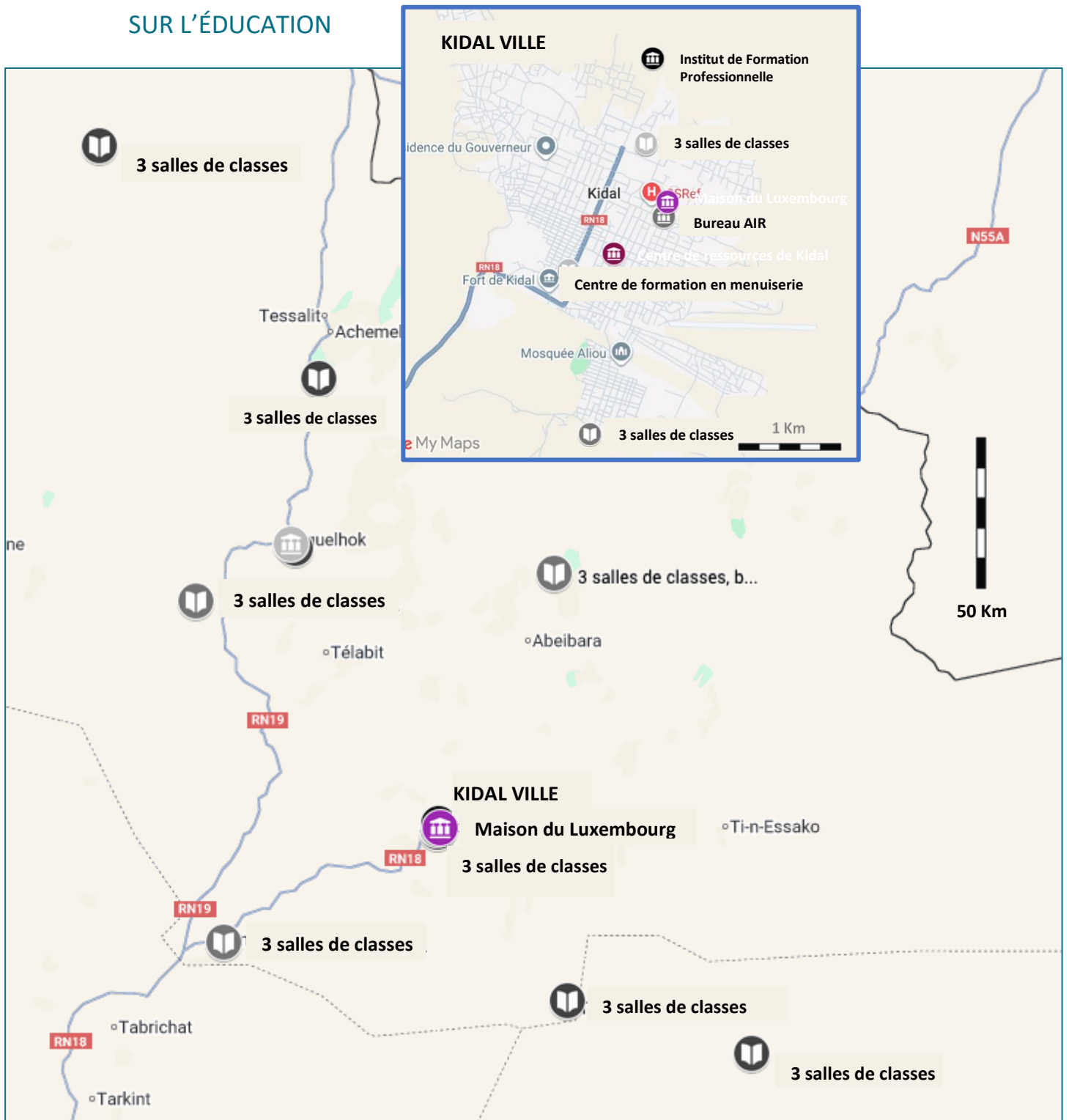


Forage CCom Adielhoc



# LES AUTRES RÉALISATIONS DU DDRK

## SUR L'ÉDUCATION



Autour des points d'eau une concentration rapide de populations.  
Avec des demandes de services de base : Éducation puis Santé.

Les aménagements hydrauliques deviennent des lieux de concentration de la population et des animaux. Ils sont donc très logiquement suivis par des aménagements scolaires. Dans un premier temps le DDRK a construit ou réhabilité des modules 3 classes avec bureaux et latrines.

En tout :

- 5 salles de 3 classes avec bureau et magasin
- 5 salles de 3 classes avec bureau, magasin, latrines et petite bibliothèque (Dont 2 dans la ville de KIDAL )

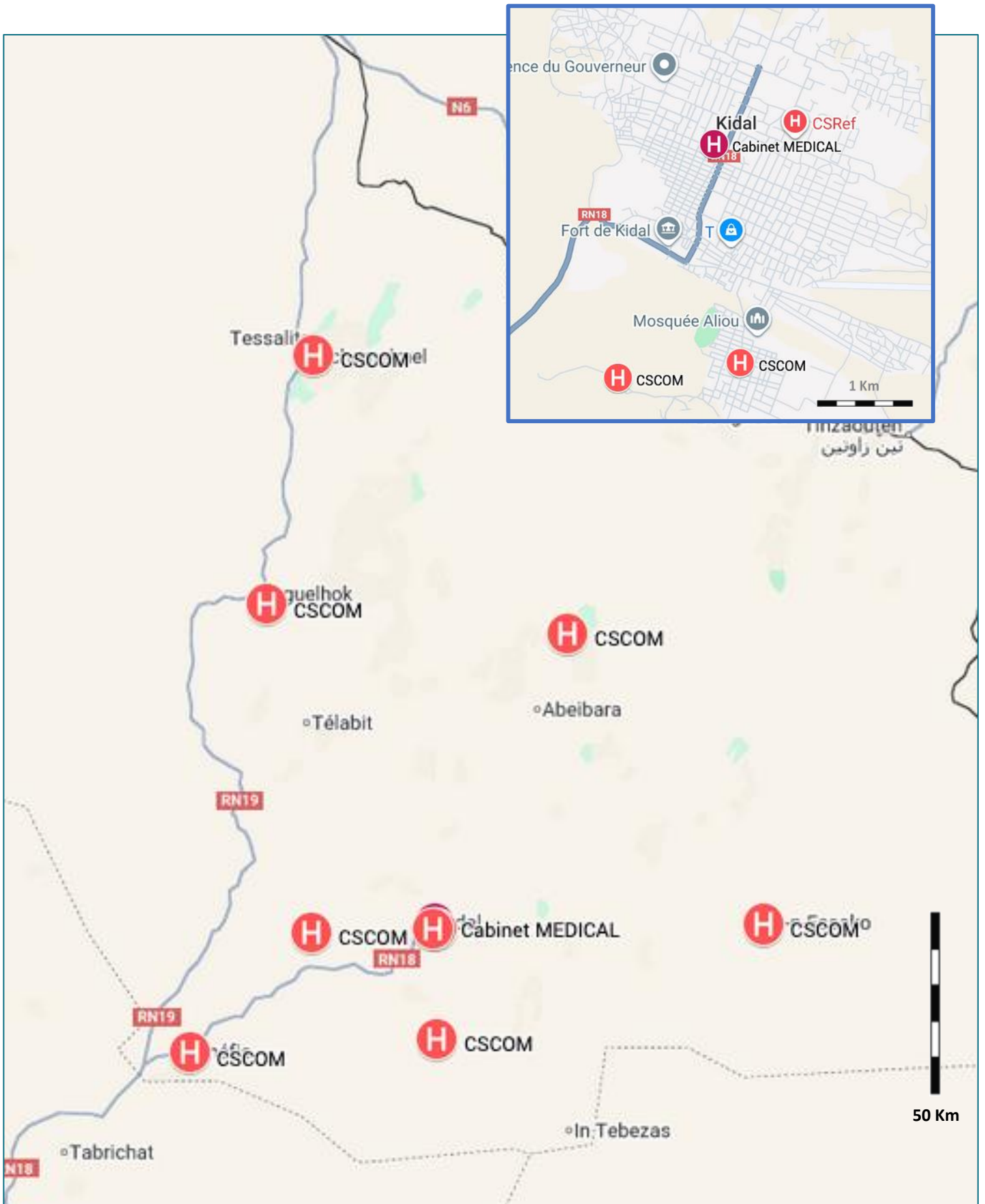
Dans la ville également :

- une bibliothèque avec un bloc administratif et l'adduction d'eau
- un Centre de ressources lieu d'appui à la formation de formateurs, coaches, maitres-artisans...
- un Centre de formation en menuiserie et bois

Très rapidement, conformément au dispositif prévu dans les documents de projets, au travers de sa composante formation professionnelle et insertion, les 2 programmes mettent en place un appui structuré à destination des entreprises, OCB et OP au travers de 3 dispositifs :

- Formation à l'Apprentissage Tutoré
- Formation à l'insertion Professionnelle
- Formation aux AGR et la gestion de TPE.





Après l'école, ou parfois en même temps, la santé avec l'investissement dans 9 Centres de Santé, dont 2 dans la ville de KIDAL ainsi qu'un Cabinet médical.

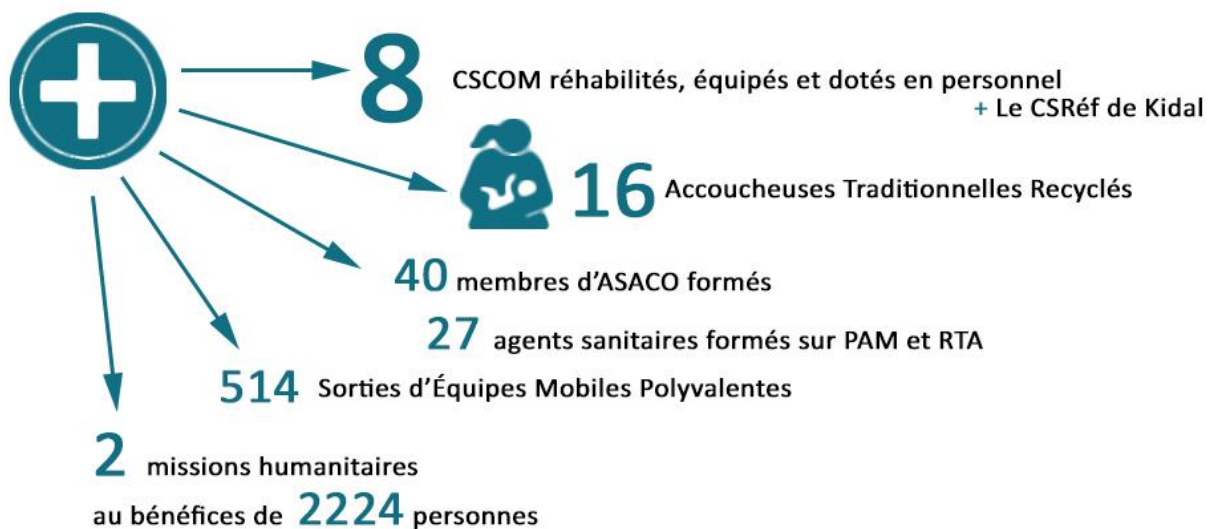
5 CSCom ( Adielhoc, Kidal, Tessalit, Abeibara, Tin-Essako ) vont être plus particulièrement appuyés : réhabilitation, équipement, électrification, accès à l'eau potable et prise en charge du personnel. Le personnel de santé ainsi que les comités de gestion ont été formés. Les médecins ont en plus été formés en échographie, les techniciens en examens de laboratoire.

CSCom d'Adielhoc

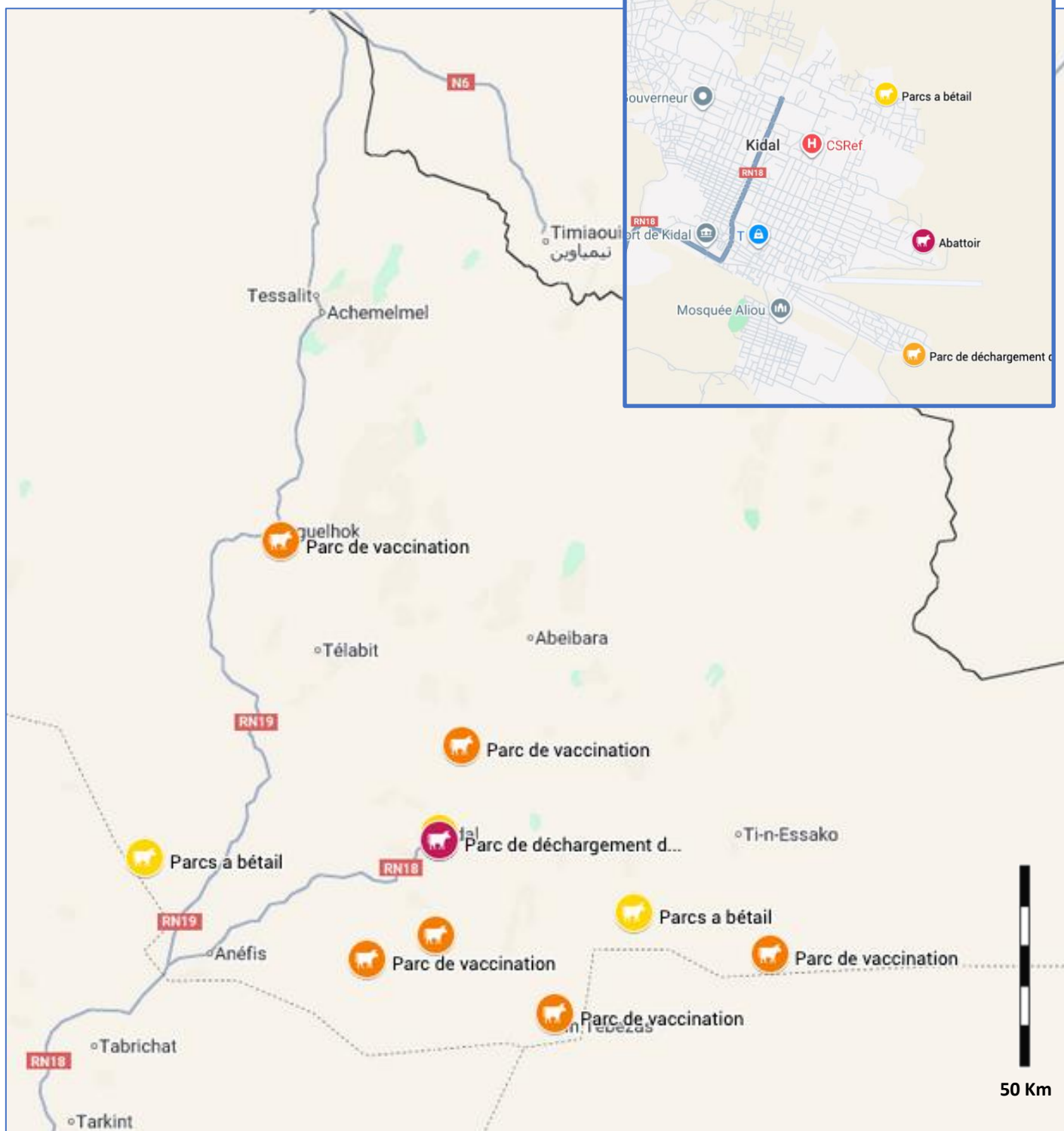


En accompagnement à cela, des formations, d'importants financements de campagnes de vaccination dans les stratégies avancées et l'instauration d'équipes mobiles pour compenser la contrainte fondamentale de la région : son étendue et la difficulté pour les sociétés pasteurs de se rendre dans un centre de santé.

*« Comme ils ne viennent pas c'est nous qui allons à eux ! »  
(Directeur Régional de la Santé)*



## SUR L'ÉLEVAGE



*Un enjeu critique : La santé animale  
« Les pasteurs se méfient traditionnellement de la vaccination.  
Ils se demandent si cela ne sert pas à compter les bêtes pour  
faire payer des taxes »*

Toujours simultanément des investissements hydrauliques - dont les puits pastoraux - un accent particulier sur l'élevage, avec :

- 6 parcs à vaccination
- 3 parcs à bétail

Sans oublier dans Kidal, la poursuite de certains appuis au **cabinet vétérinaire de Kidal** réalisé en 2006.

Et aux alentours de la ville de Kidal, un abattoir, un parc de déchargement des animaux et un autre parc à bétail.

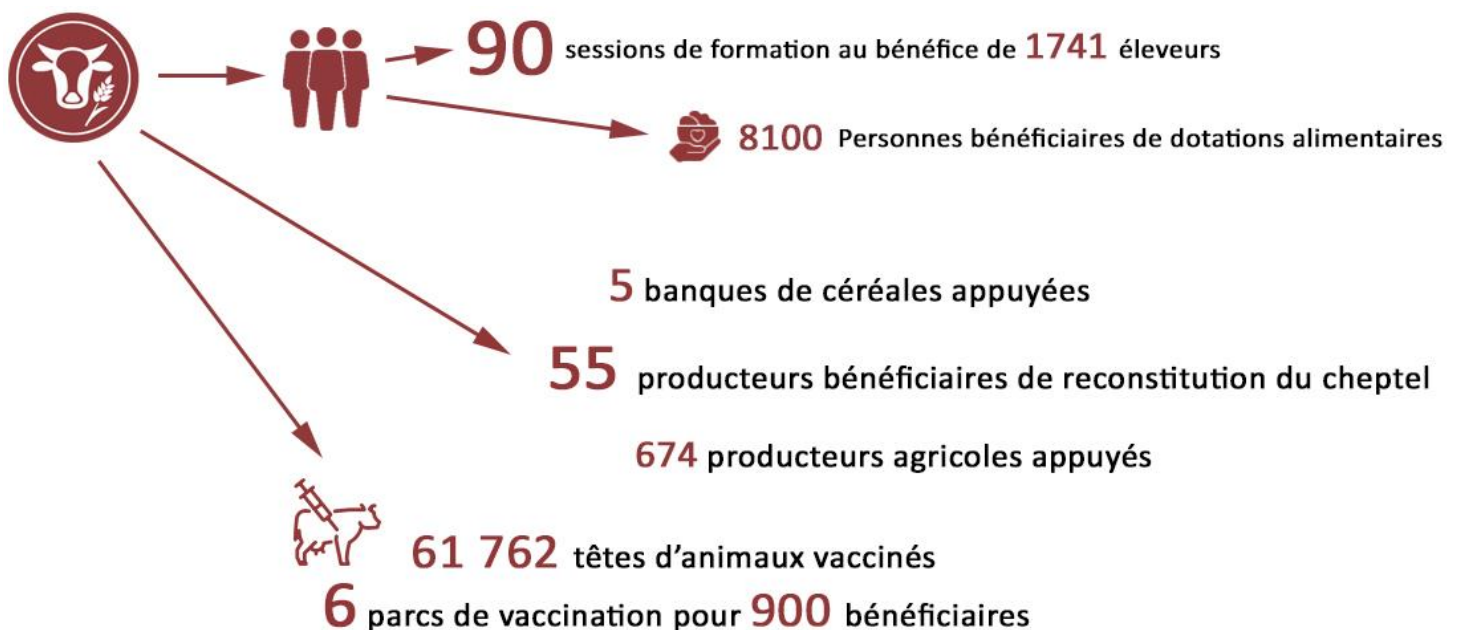
En dehors de ces aménagements, un investissement important aussi pour des campagnes de vaccination des animaux et la formation d'auxiliaires vétérinaires.

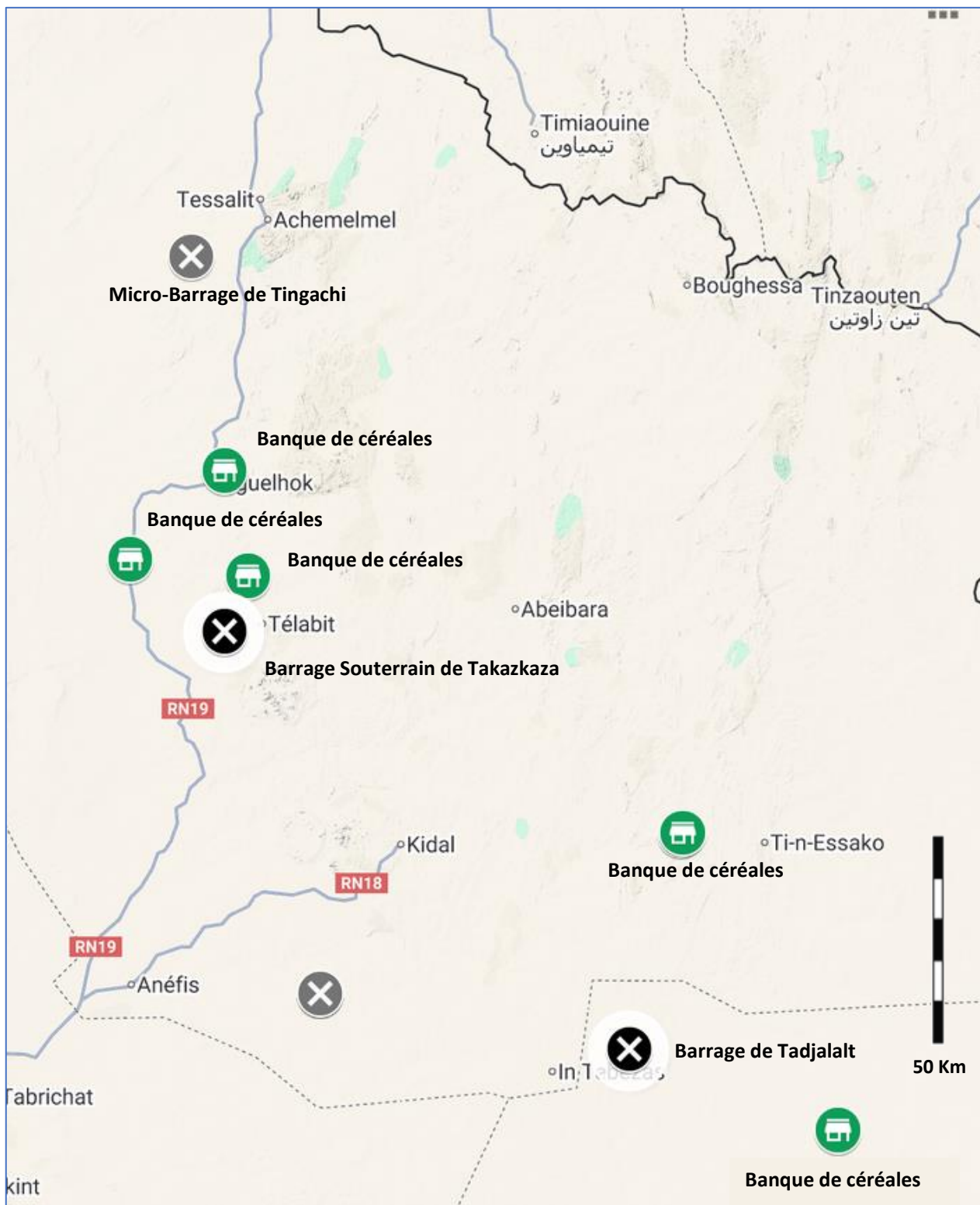
#### Le cabinet vétérinaire de Kidal

Dès 2006, le programme DDRK a permis l'installation d'un cabinet vétérinaire privé et d'une pharmacie, dont les résultats sur la santé animale sont significatifs.

Le cabinet a été appuyé dans l'acquisition de matériel (motos, matériel informatique, d'animation ... ) et l'obtention du mandat sanitaire afin que le cabinet puisse être reconnu comme prestataire professionnel. Du personnel d'appui qualifié a été engagé. Le cabinet, qui répond à un véritable besoin dans la région de Kidal, est aujourd'hui autonome financièrement.

Il est resté **opérationnel tout au long des évènements** qu'a connus la région depuis 2012.





*Une innovation importante : Le barrage souterrain qui limite fortement l'évapotranspiration, et participe à beaucoup mieux réalimenter les nappes sur des Km en amont.*

En appui aux investissements de type barrages dans les oasis, des banques de céréales sont réalisées à différents lieux stratégiques, généralement marqués par une certaine concentration humaine et agricole.

Il s'agit là de réalisations tout à fait stratégiques, qui améliorent la production maraichère, rizicole et céréalière ou de phœniciculture (palmier-dattier), autour desquels se structurent des activités d'Activités Génératrices de Revenus, des Petites Entreprises de Transformation alimentaire ou artisanale.

### Des effets plus qu'agro-alimentaires

Les effets résultent surtout des arrière-effets des aménagements réalisés. C'est le cas notamment de l'amélioration des « oasis » grâce aux barrages souterrains et aménagements de surface (petits ouvrages de réalimentation de nappes).

#### La phœniciculture - culture du palmier-dattier – en croissance

« La culture a connu une très grande amélioration. Avant elle ne se développait pas par manque d'eau, mais dès que cela va mieux, on constate un essor ! La majeure partie des gens qui sont dedans font aussi du maraichage aujourd'hui, depuis 10 ans environ » (DRA Kidal).

« L'amélioration de ces Oasis grâce aux barrages et mini-barrages a été d'un apport capital face aux problèmes d'insécurité. Car là où il y a oasis, on ne doit pas se déplacer et hommes et animaux peuvent rester en sécurité. » (DRA Kidal).

#### Les sous-produits du palmier mieux valorisés et plus exploités par les femmes.

Les paniers sont aujourd'hui beaucoup plus fréquents sur les marchés. Avant on n'en trouvait presque pas.

#### Les maraichages en progression

Des producteurs maraichers ont été soutenus surtout autour des quelques sites oasiens de la région avec des formations sur les techniques de production maraichères, la préservation des dattiers, l'utilisation des pesticides bio et la production de compost, des appuis en équipements (motopompes). Le maraichage s'est développé dans les oasis surtout, en marge du palmier-dattier : « Ils produisent suffisamment de produits dans la région de KIDAL. **55% des produits consommés sont produits dans la région !!! C'est un changement majeur !!** » (DRA Kidal). Ce chiffre – qui est une appréciation générale - peut surprendre. Nous l'expliquons en partie aussi parce que les produits d'ailleurs ne parviennent plus sur les marchés de Kidal et alentours et que la population qui reste, repliée sur Kidal, n'a pas beaucoup d'autres choix que de jardiner dans la cour de sa concession.

« Tout cela donne des « visions » aux femmes aux jeunes pour être plus indépendants... »

138

Ménages  
vulnérables  
appuyés

600

Bénéficiaires  
de formation  
en  
maraichage

30

Groupements  
équipés

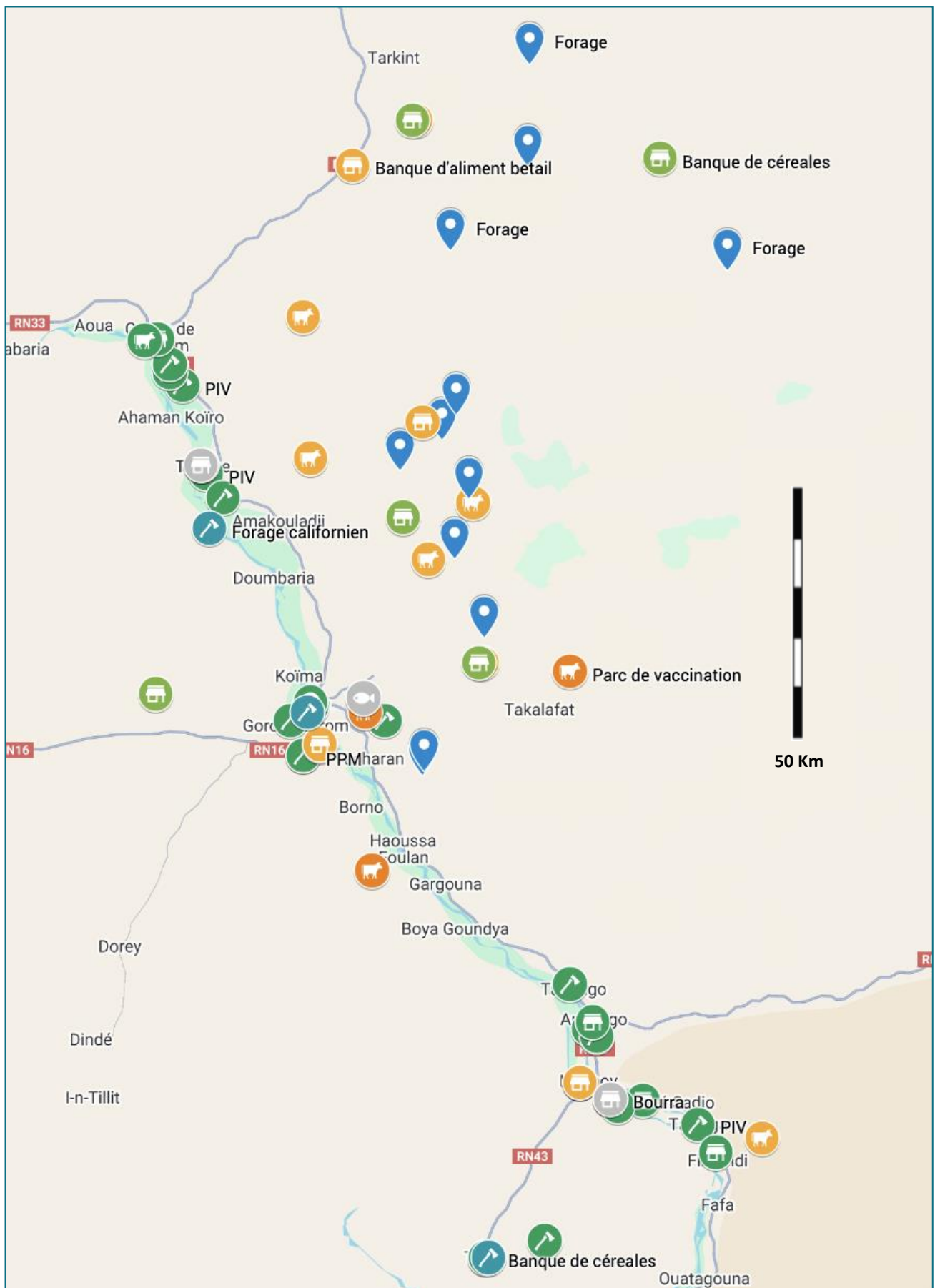
4

Structures  
étatiques appuyées  
et équipées (DRSV,  
DRPIA, DRA, DRP)

5

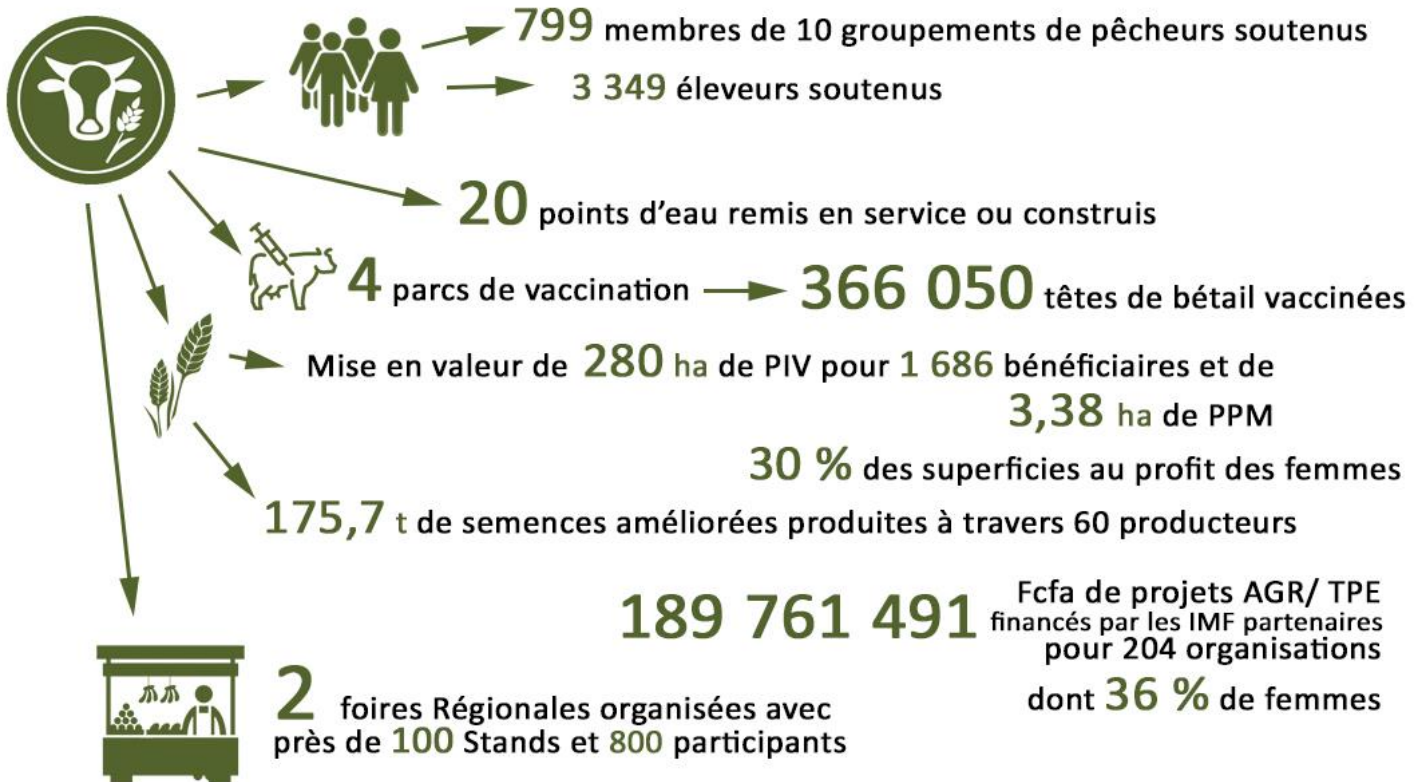
Banques de  
Céréales  
appuyées

# RÉALISATIONS DU DDRG



### LA STRATÉGIE GÉNÉRALE

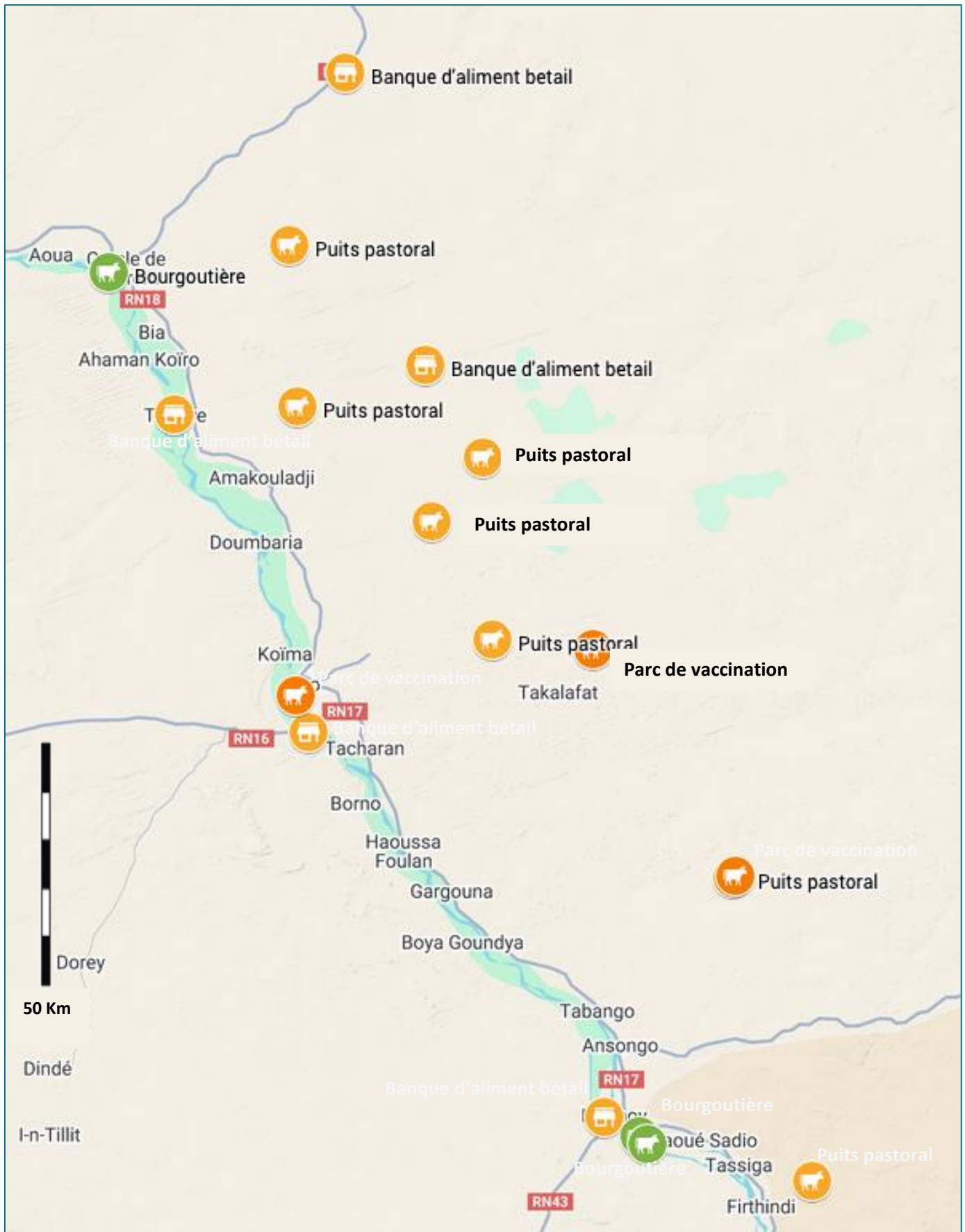
La carte montre bien la stratégie consistant à concentrer les aménagements agricoles sur ou proche du fleuve Niger (vert) et proche des agglomérations. L'élevage (jaune) se répartit plus à l'intérieur des terres, le long des zones de parcours avec des puits pastoraux ou des parcs de vaccination, banques d'aliments bétail. Dans le domaine de l'eau domestique et pastorale, une dizaine de forages ont été réalisés depuis 2015, la plupart bénéficiant d'une grande innovation : le réservoir en inox pour éviter la corrosion.



 Dotations alimentaires à 773 ménages soit 4 638 personnes



## SUR L'ÉLEVAGE



En dehors des puits pastoraux, l'accent a été mis sur l'alimentation (banques d'aliment bétail et bourgoutières) et sur la santé animale (parc de vaccination).

Les bourgoutières sont en vert sur la carte car elles bénéficient aussi à l'agriculture et à l'alimentation puisque le bourgou est transformé en jus pour la consommation.

De manière plus générale cela indique une imbrication un peu plus forte entre les métiers – agriculture et élevage – mais qui restent encore très cloisonnés.

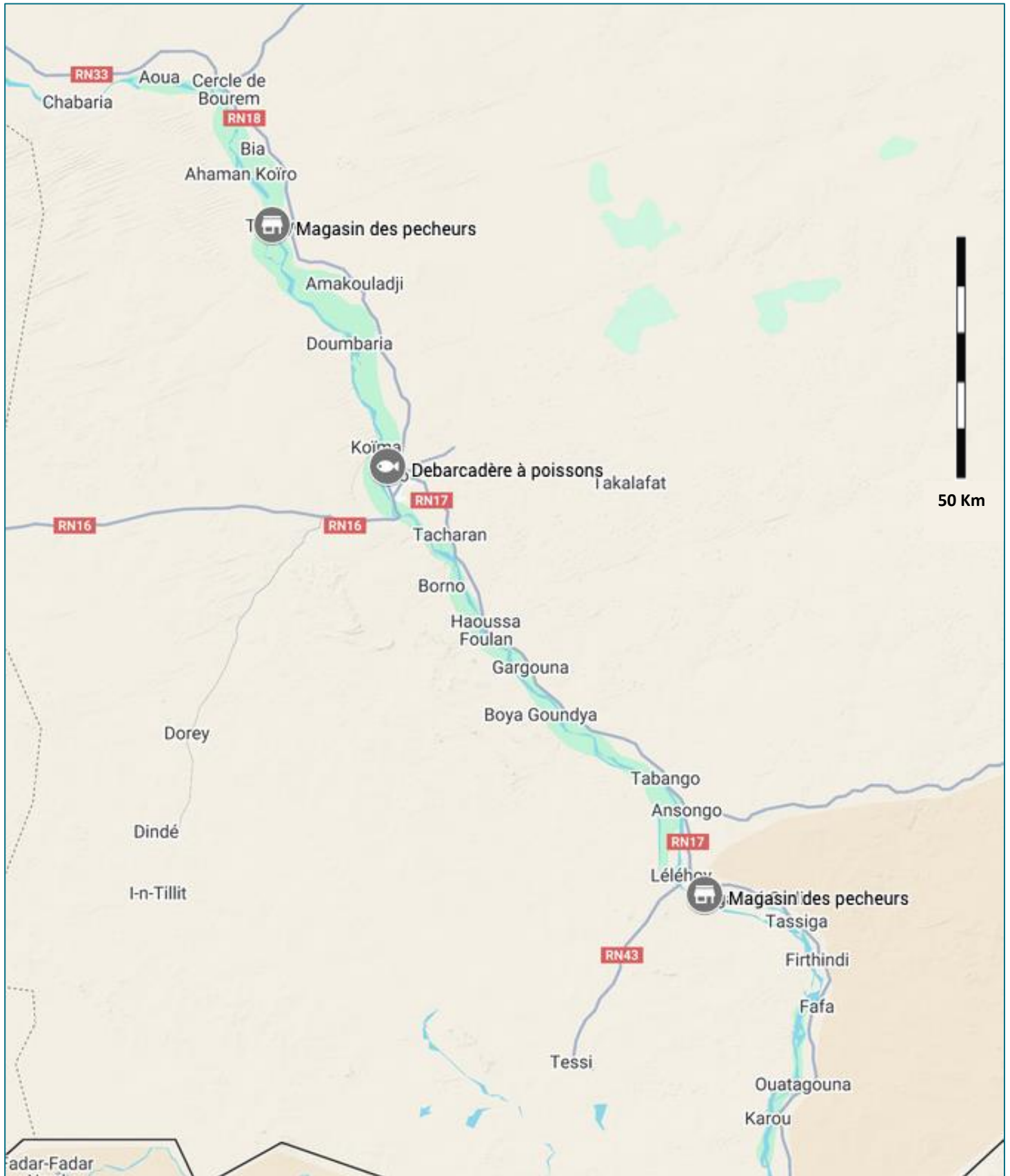
Les formations ont aussi été importantes dans ce secteur :

- sur le plan technique notamment pour apprendre aux jeunes à faire des pierres à lécher,
- sur le plan organisationnel pour renforcer les associations d'éleveurs, favoriser les mises en coopératives, les techniques de négociation et de recherche de partenaires...
- sur le plan de la santé, par l'appui à des campagnes de vaccination des animaux et la formation d'auxiliaires vétérinaires en lien avec ce qui faisait sur le DDRK.

La stratégie dans le domaine a été de soutenir la mobilité, mode d'exploitation adapté aux milieux arides, à travers un travail de fond réalisé en partenariat avec les Services Techniques Régionaux, pour recenser et cartographier **les pâturages, les points d'eau et les infrastructures pastorales**. Des Schémas d'Aménagement Pastoraux ont été élaborés et mis en œuvre afin d'améliorer la sécurisation de la mobilité du bétail



# LA PÊCHE



Dans le domaine de la pêche les réalisations en tant que telles apparaissent moindre :  
2 magasins de pêcheur, l'un à Taboye, l'autre à Boura.  
La réhabilitation du débarcadère à poisson de GAO.

Mais ce serait négliger l'important travail réalisé auprès du ministère de l'agriculture et de la pêche pour, comme dans les autres domaines, élaborer des plans, mettre à disposition des équipements - dont notamment une pinasse (pirogue à moteur) pour le suivi et le contrôle des activités sur le fleuve – et réaliser les formations en suffisance afin que les services comme les associations puissent être renforcées dans leurs capacités de gestion et de valorisation de la ressource.



*« Ce que ce programme fait c'est d'abord discuter avec les services. Il ne vient pas discuter comme ça ! Non ! C'est le « faire faire » ! Nous on peut dire que ce programme c'est notre programme. Parce que toutes les activités on est impliqués, et il n'y a pas une activité qui se mène dans notre domaine où on n'est pas associé. Et les impacts sont là ! »  
(Chef de secteur Agriculture Ansongo)*



## LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET L'INSERTION AU SERVICE D'UN DÉVELOPPEMENT RURAL DURABLE

Afin de renforcer les effets, impacts des aménagements et investissements réalisés, les deux programmes n'ont eu de cesse de former les acteurs que ce soit directement, lors des chantiers, lors des mises en place de comités de gestion des infrastructures,... ou indirectement, à travers les outils de contractualisation : les Accords de Partenariats Opérationnels en particuliers particulièrement renforcés dans le cadre des formations, sont un bon exemple d'apprentissage sur le tas d'un certain nombre de principes de gestion organisationnelle et institutionnelle.

A partir de 2015 la stratégie développée pour la formation - insertion au service du développement durable illustre bien la philosophie générale de toute l'intervention dans la région.

### Une stratégie à la fois pragmatique et structurante

L'accent mis sur 3 PILIERS et 3 dispositifs formels et leur pérennisation :

- **FAT : Formations par Apprentissage Tutoré**
- **FIP : Formations Initiale Professionnalisante**
- **Les appuis financiers** : Le financement de plans d'affaires

Toute cuisine réussie repose sur l'articulation de 3 choses : une bonne recette (des informations pertinentes), un savoir-faire particulier (le talent du chef) et un environnement favorable (des infrastructures, des équipements, des produits de qualité). Si ce dernier élément a été fortement contraint par la situation d'insécurité chronique, il a été compensé par des apports consistants de PROMAN et l'engagement des acteurs restés dans les régions. Mais c'est surtout un certain talent que l'on voudrait retenir ici, dans cette cartographie. Talent professionnel à choisir et articuler 3 principes (que l'on retrouve dans chacun des volets des programmes) :

- Accent sur de l'Apprentissage Tutoré c'est à dire l'apprentissage le plus concret possible
- Articulation de l'amont à l'aval de la formation, jusqu'au financement de l'insertion
- Renforcement des dispositifs existants de l'État en capacités de suivi et appui-conseil fondé sur la concertation multi-acteurs à partir d'une expression ascendante des besoins



## Quelques témoignages choisis

Les témoignages font ressortir :

- l'importance des métiers choisis permettant le développement des vocations rurales des régions  
« Les jeunes aujourd'hui peuvent produire des pierres à lécher pour les animaux. Nous ne devons plus les importer »

« L'embouche permet de compenser les pertes de bétail et de sécuriser l'élevage »

« Avant l'arrivée de DDRK, il y avait un vide dans le cadre de la plomberie sanitaire à Kidal. Avec DDRK, il est possible de répondre à la demande et la clientèle et les revenus se sont améliorés avec une incidence sur l'économie régionale »

- L'importance des dispositifs régionaux

« Il y a aujourd'hui des dispositifs comme le Comité d'Analyse et de Sélection

des Projets AGR, Entrepreneuriat et Équipement (CASPAE3) en mesure de réunir autorités administratives et partenaires au développement pour la promotion de l'entrepreneuriat et le renforcement du tissu économique local »

« Le renforcement de l'Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (APEJ) à travers la mise en place d'« Espaces d'Orientation des Jeunes » à renforcé cette structure dans la région et permis une reprise d'une partie du personnel et des activités après le départ des programmes »

## Les effets et impacts de la formation professionnelle au service du développement rural

Les indicateurs du projet font état de beaucoup de personnes formées avec des effets sensibles en termes d'application des formations pour le montage de projets et leur financement (insertion).





## UN MOT ENCORE, QUI N'EST PAS CELUI DE LA FIN

L'expérience du DDRK / DDRG démontre qu'un développement durable, structurant et porteur de transformations profondes est **possible même en milieu sensible**, à condition d'y inscrire une présence continue, un ancrage communautaire fort et une capacité d'adaptation constante. Le Programme a démontré, pendant près de dix ans, qu'il est possible de maintenir des services, de renforcer des acteurs publics, de restructurer des filières productives et de consolider la cohésion locale malgré une insécurité fluctuante.

Cette réussite tient largement à la combinaison de plusieurs facteurs : **la confiance établie avec les communautés**, la **flexibilité opérationnelle**, une **communication en langues locales**, l'**adaptabilité institutionnelle**, des **partenariats fondés sur la proximité**, et la **relation exemplaire entre PROMAN et le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération du Luxembourg**, qui a permis une marge de manœuvre essentielle pour ajuster les interventions au contexte.

*Photo de famille du Comité de Pilotage des programmes DDRK DDRG 2023*



## Capitalisation réalisée avec l'assistance de :

### Inter-Mondes Belgique – IMB

[www.inter-mondes.org](http://www.inter-mondes.org)

Adresse : Cité des Associations, Rue Émile Féron 153, 1060 Saint-Gilles

Contact mission: [marc.totte@inter-mondes.org](mailto:marc.totte@inter-mondes.org)

Tél. +32 491 223 242

### IRPAD Afrique

[www.irpadafrique.org](http://www.irpadafrique.org)

Adresse : ACI 2000, Bamako, MALI

Contact capitalisation : [Mamadou\\_goita@yahoo.fr](mailto:Mamadou_goita@yahoo.fr)

+223 76 02 39 45



**PROMAN** est une société de conseil internationale de premier plan spécialisée dans la coopération au développement. Créé en 1986, PROMAN fournit des services aux bailleurs de fonds internationaux, les gouvernements nationaux, les institutions publiques et les partenaires de développement du monde entier. Au Mali, **PROMAN avait le mandat d'agence d'exécution pour le Grand-Duché de Luxembourg dans la zone de concentration Nord, régions de Kidal et de Gao de 1999 à 2025.**

---

## Contact :

PROMAN SA

34, rue du moulin

L 3857 Schiffflange - LUXEMBOURG

[proman-mali@proman-mali.org](mailto:proman-mali@proman-mali.org)